



Montréal en lumière réunit Mehldau et Von Otter pour redéfinir l'art du duo > *Cahier Culture*

L'amateur de **ski** qui voyage en **famille** trouvera toujours schuss sûr à son pied en **Suisse** > *Cahier Plaisirs*

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 36

LES SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 FÉVRIER 2011

2,63\$ + TAXES = 2,99\$

CORRUPTION, LOBBYISME, GAZ DE SCHISTE, NOMINATIONS POLITIQUES...



Notre démocratie détournée?

Au moment où le monde arabe se mobilise pour accéder à la démocratie, en Occident, plusieurs se demandent si elle existe encore. Le système de «représentation démocratique» par l'élection à intervalles réguliers est-il devenu une astuce commode permettant à une oligarchie politico-économique de mener le bon peuple par le bout du nez tout en augmentant son pouvoir et sa richesse?

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

En Amérique du Nord, la simple recherche de l'intérêt public est devenue une position retranchée de la gauche alors qu'il y a quelques décennies, c'était une position centriste. Plusieurs

auteurs définissent aujourd'hui l'objectif de la démocratie non plus comme la recherche de l'intérêt général, mais plutôt comme la défense des droits individuels, la justification des inégalités que la démocratie était aussi censée niveler.

Ce glissement se traduit par une désaffection

envers l'État et la classe politique dont on craint, souvent intuitivement, la collusion avec les grands bonzes du privé — la nouvelle oligarchie qui dicterait à l'État ses orientations au moyen des planques dorées réservées aux commis serviles par le jeu de ce qu'on appelle les «portes tournantes». Certains politologues en sont venus à écrire qu'un bon politicien, c'est quelqu'un qui se demande jusqu'où il peut aller entre les élections au profit de ses bailleurs de fonds sans risquer d'être défait au prochain test électoral.

VOIR PAGE A 9: DÉMOCRATIE

Québec dévoile son unité anti-corruption

KATHLEEN LÉVESQUE

Pour rétablir la confiance de la population, le gouvernement Charest fait le pari de la concertation entre les différents groupes d'enquête policière, d'inspection administrative et de vérification fiscale et juridique, sous l'égide d'une nouvelle structure appelée l'Unité permanente anticorruption (UPAC).

Le regroupement des différentes expertises se fera au fil des prochains mois. Entre temps, il faudra débusquer la personne à «l'intégrité absolue» qui dirigera l'UPAC à titre de commissaire, faire des modifications législatives et réglementaires afin notamment de faciliter le signalement par les fonctionnaires des actes répréhensibles sans crainte de représailles ainsi qu'augmenter les pénalités pour les fraudes fiscales, doter certains employés (notamment à Revenu Québec) du statut d'agent de la paix et mettre en place un mécanisme de partage d'informations.

En parallèle, le gouvernement créera un Bureau de la lutte contre la corruption et la malversation, où 20 procureurs épauleront le travail de l'Unité. Ce groupe relèvera du Directeur des

VOIR PAGE A 12: CORRUPTION

■ Les procureurs quittent les négociations, et refusent de participer à l'UPAC en cas de retour forcé au travail, page A 3

■ Le DGE blanchit Jacques Duchesneau, page A 12

■ L'éditorial de Bernard Descôteaux, page B 4

■ Démocratisation: la quatrième vague à l'orée des pays arabes, page A 8

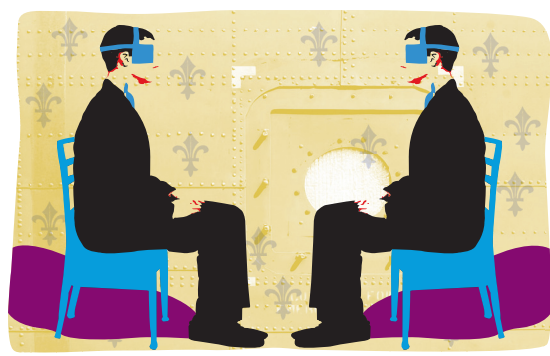


ILLUSTRATION TIFFET

CONSERVATISME AU QUÉBEC

La vieille ou la nouvelle droite?

■ Cahier Livres

INDEX

Actualités.....	A 3	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 10	Monde.....	C 8
Avis publics..	C 9	Mots croisés..	D 5
Bourse.....	C 4	Météo.....	C 11
Carrières.....	C 6	Perspectives..	B 1
Décès.....	C 10	Philosophie...	B 6
Économie.....	C 1	Sports.....	C 10
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	D 5

Guide 101 du travail au Québec

Le ministère de l'Immigration entend ajouter une formation sur le monde professionnel québécois dans les cours de francisation offerts aux nouveaux arrivants

MÉLISSA GUILLEMETTE

Un guide 101 du travail au Québec. C'est ce que le ministère de l'Immigration du Québec compte intégrer dans les cours de français offerts aux nouveaux arrivants à la fin de 2011. Une mesure vue comme un outil d'intégration par le ministère, l'insertion professionnelle des nouveaux arrivants étant au Québec parmi les plus difficiles au Canada.

Le Québec fait figure de cancre en matière d'intégration en emploi des immigrants, comme l'a révélé une étude du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations publiée en avril dernier. Le taux de chômage des nouveaux arrivants est de 11,4 % supérieur à celui des Canadiens de naissance, contrairement à 5 % en Colombie-Britannique et en Ontario, deux autres fortes provinces d'accueil. Quelques jours plus tard, on apprenait que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) abolissait 30 classes de francisation à temps plein, sur 300, dans le

VOIR PAGE A 12: TRAVAIL



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Québec fait figure de cancre au Canada en matière d'intégration professionnelle des immigrants.

Correction de votre vision par le laser...
Même après 40 ans.

Frédéric a choisi IRIS pour la correction de sa vision par le laser.

La presbytie* touche tout le monde, aussi bien y faire face. Consultez votre optométriste IRIS pour une évaluation sans engagement.

1.866.MES.YEUX
iris.ca

IRIS
CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE

*La presbytie est un trouble de la vision qui rend difficile la focalisation de la vision pour lire ou effectuer un travail de près. Chirurgies faites par un ophtalmologiste à notre Clinique d'Ophtalmologie IRIS de Laval, QC.





99 % persévérance 1 % aluminium

LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET RIO TINTO ALCAN : UN ALLIAGE SOLIDE

Rio Tinto Alcan s'investit dans le programme *Ensemble pour la persévérance scolaire*, une initiative d'envergure qui vise à soutenir les jeunes et à contribuer à leur réussite scolaire.

C'est plus de 15 millions de dollars provenant du Fonds Rio Tinto Alcan Canada qui seront destinés à ce programme d'ici 2015. Cet engagement se concrétise cette année par l'implantation de trois nouveaux bureaux de *Passeport pour ma réussite* dans les régions de Montréal, de la Mauricie et du Saguenay – Lac-Saint-Jean.

L'ABC de la persévérance scolaire, c'est unir toutes les forces vives de notre communauté pour aider nos jeunes qui sont l'avenir du Québec.

Conjuguons nos efforts pour la persévérance scolaire!

Rio Tinto Alcan

ACTUALITÉS



Les procureurs en grève manifestent à Montréal. En cas de loi spéciale forçant leur retour au travail, les procureurs ont averti qu'ils refuseraient de s'engager au sein de l'Unité permanente anticorruption créée hier par Québec.

La Couronne s'estime flouée

Les procureurs mettent fin au blitz de négociations avec Québec

BRIAN MYLES

Le blitz de négociations entre les procureurs de la Couronne et le Conseil du trésor a lamentablement échoué.

L'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (APPCCP) a rompu les discussions hier en soirée, avec l'impression d'avoir été bernée par le gouvernement Charest.

«Ca nous a pris deux jours pour réaliser que les conditions d'un blitz n'étaient pas réunies, et finalement, on a quitté», a commenté le président de l'APPCCP, Christian Leblanc.

«Les procureurs sont particulièrement fâchés de la façon dont ils ont été traités, a-t-il ajouté. Tout ceci n'était qu'une stratégie pour nous museler dans les médias pendant qu'on annonçait la création de l'escouade anticorruption.»

À la suite d'une rencontre au sommet avec la présidente du Conseil du trésor, Michèle Courchesne, en début de semaine, les procureurs étaient

certaines que l'offre d'augmentation de 12 % tenait toujours. Or, ils ont réalisé hier que les négociateurs revenaient avec une offre moins généreuse. Les procureurs, qui réclamaient un rattrapage salarial initial de 36 %, étaient prêts à accepter des hausses de 20 %. Il s'agit de montants approximatifs, sous réserve de l'incidence financière des clauses normatives.

«Pour nous, c'était clair que les discussions allaient reprendre avec la fourchette de 12 à 20 %», a expliqué M^r Leblanc.

De son côté, l'Association des juristes de l'État a négocié jusqu'en soirée et reprendra le dialogue avec le Conseil du trésor ce matin.

Boycottage de l'escouade anticorruption

Les procureurs ont par ailleurs passé un message clair au gouvernement. La plupart se sont engagés à ne jamais poser leur candidature à un poste au sein de l'escouade anticor-

ruption, dont la création a été annoncée hier par le gouvernement Charest, si une loi spéciale forçait leur retour au travail.

Au total, 420 des 450 membres de l'APPCCP ont annoncé, signature à l'appui, leur intention de rester sur les lignes de côté.

Selon la trésorière de l'APPCCP, Julie-Maude Greffe, il s'agit d'une réussite spectaculaire étant donné le nombre d'employés difficilement joignables et la dispersion des effectifs sur le territoire québécois. «Depuis le début des négociations, on plaide auprès du gouvernement qu'il manque d'effectifs à la Couronne, que les conditions de travail ne sont pas suffisantes pour attirer des candidats de qualité», a-t-elle dit.

Les procureurs invoquent notamment une charge de travail déjà trop lourde pour en accepter davantage, mais ils ajoutent qu'une loi spéciale empêcherait l'exercice légitime de leur droit constitutionnel à la négociation.

La menace n'est donc pas limitée dans le temps; elle pourrait se traduire par l'absence à long terme de l'élément clé que sont les procureurs des poursuites criminelles dans l'effort de lutte contre la corruption.

Selon l'APPCCP, le réseau des procureurs ne pourrait pas absorber la perte des 31 procureurs qui seraient nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'escouade. Les procureurs de la Couronne ne se sont toutefois pas opposés à la création d'une escouade pour lutter contre la corruption et la collusion.

«Quand on décide d'investir des sommes additionnelles dans ce genre d'escouade, il faut prévoir que ça prend des procureurs de la Couronne pour faire le travail. Et les procureurs de la Couronne, ça ne se trouve pas dans les Pages jaunes», s'est moqué Christian Leblanc.

Le Devoir
Avec La Presse
canadienne

Enquête de la Ville de Montréal

Le vérificateur riposte par des mises en demeure

JEANNE CORRIVEAU

Le vérificateur général de la Ville de Montréal a sorti l'artillerie lourde pour riposter à l'espionnage informatique dont il a fait l'objet. Vers 15h30 hier, Jacques Bergeron a expédié une mise en demeure au contrôleur général, Pierre Reid, au président du comité de vérification, André Harel, et à trois autres employés de la Ville impliqués dans l'enquête qui a mené aux intrusions dans sa boîte de courriels.

Dans sa mise en demeure, le vérificateur accuse les cinq personnes visées d'avoir utilisé des méthodes d'enquête qui s'apparentent à du «piratage informatique et à des activités d'espionnage systématiques». Il exige que tous les documents obtenus dans le cadre de cette enquête lui soient retournés dans un délai de 72 heures et que les noms des personnes à qui ces documents auraient été transmis lui soient communiqués, faute de quoi des procédures judiciaires seront intentées contre eux.

«Vous n'êtes pas sans savoir que vos agissements ont été et continuent d'être non seulement totalement illégaux et injustifiés dans les circonstances, mais portent directement atteinte à l'intégrité, l'autonomie et l'indépendance qui doivent gouverner les fonctions d'un vérificateur général», écrit l'avocat de M. Bergeron, M^r Serge Amar.

«Nous considérons que vous avez non seulement engagé votre responsabilité à titre de fonctionnaire ou représentant de la Ville, mais que compte tenu de l'ampleur de l'intrusion, de l'illegalité de vos agissements et de la négligence grossière ou l'aveuglement volontaire dont vous avez fait preuve quant à vos droits, vous avez également engagé votre responsabilité personnelle à l'égard de notre client», poursuit-il.

Outre Pierre Reid et André Harel, la mise en demeure vise Michel Nantel, conseiller en sécurité informatique aux services des technologies de l'information de la Ville de Montréal, ainsi que deux membres du Bureau du contrôleur général, soit Yves Grimaud, chef de division des enquêtes et analyses, et John Broderick, chargé d'enquêtes et analyses à la Division des enquêtes.

Surprise
Au cabinet du maire Gérald Tremblay, on s'est dit surpris du geste posé par le vérificateur. «On est assez étonnés que ça arrive après que le maire a dit qu'il voulait obtenir l'opinion du ministre [des Affaires municipales]. En demandant tous les documents, ça veut dire qu'il veut récupérer les documents qu'on voulait envoyer au ministre», a commenté l'attaché de presse du maire, Bernard Larin.

La semaine qui vient de se terminer à l'Hôtel de Ville a été mouvementée. Lundi, La Presse a révélé que des enquêteurs du Bureau du contrôleur général avaient consulté la correspondance électronique du vérificateur à son insu dans le cadre d'une enquête. La Ville reproche notamment au vérificateur d'avoir accordé deux contrats à sa belle-sœur, ce qui contrevient aux règles d'éthique imposées aux employés municipaux.

Le Devoir

Vives réactions autour du manifeste de Legault

Québec — Le gouvernement libéral n'a pas attendu le manifeste de François Legault avant de réinvestir dans l'enseignement, a fait valoir hier le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

En insistant sur la nécessité de revaloriser l'éducation, l'ex-ministre péquiste enfonce une porte déjà ouverte par le gouvernement Charest, a soutenu Mme Beauchamp, appelée à commenter les points saillants du manifeste de M. Legault qui ont fait l'objet d'une fuite dans les médias.

«On a déjà fait le choix d'investir plus en éducation, ça me semble indéniable. En sept ans, le budget du ministère de l'Éducation a augmenté de 32 %», a-t-elle déclaré, en marge d'une allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

D'après les informations qui ont filtré jusqu'à présent, le manifeste met de côté la souveraineté, place l'éducation au centre des priorités nationales et plaide pour un important rehaussement salarial des enseignants.

Du côté péquiste, la discrétion était de mise hier après-midi. Néanmoins, le député de Roberval, Denis Trotter, a paru en-

thousiasmé par la décision de M. Legault de faire de l'éducation une priorité absolue. Attendu depuis des mois, le manifeste de M. Legault est susceptible de servir de source d'inspiration, selon le député. «Je pense que M. Legault peut participer à l'évolution du débat de société et ce qui est bon, on va le retenir», a-t-il analysé.

Quant à l'Action démocratique (ADQ), la leader parlementaire Sylvie Roy a refusé de se prononcer, préférant attendre de lire le document en entier. «Si ça ressemble à nos idées, c'est tant mieux», a-t-elle opiné.

Le milieu syndical est loin de partager cet optimisme. M. Legault a beau proposer de meilleurs salaires pour les enseignants, sa vision de l'éducation soulève les pires craintes au sein de la Centrale des syndicats du Québec. «On va mettre de la pression sur le personnel sans mettre les moyens appropriés, on va évaluer les enseignants quotidiennement. Je n'ai pas lu son manifeste, mais la première mouture est plutôt alarmante», a signifié le président de la centrale, Réjean Parent.

La Presse canadienne

Qu'on science!

par Louise-Caroline Bergeron et ses invité-e-s

Introduction : science, conscience et communication

première séance de six



toutes les deux semaines à partir du
mercredi 23 février à 19h, au Bar populaire,
6584, boul. St-Laurent

upopmontreal.com



C'est le temps des vacances avec...
sunwing.ca
Vivez la Différence

Tous les passagers vivent l'expérience du service Elite: Verre de champagne - Choix de repas chauds - Vin au repas - Boissons non-alcoolisées - Collations - Service de serviettes chaudes - Sièges en cuir - Écouteurs - Primeurs - Services cinématographiques - Sac à dos pour enfants - Service courtois et amical

RÉSERVEZ D'ICI LE 22 FÉVRIER ET ÉVITEZ L'AUGMENTATION DE SURCHARGE DE CARBURANT*

FONTE DE PRIX À 50% DE MOINS

DÉPARTS DE MONTRÉAL - 1 SEMAINE - TOUT COMPRIS

SANTIAGO DE CUBA Club Bucanero Chambre - 10, 17, 24 et 31 mars	595\$	JAMAÏQUE Shaw Park Beach Hotel & Suites Chambre - 1, 8 et 15 avril	995\$
CAYO COCO Be Live Playa Coco Chambre - 7 et 14 avril	695\$	PANAMA Playa Blanca Beach Resort Chambre deluxe - 18 mars	995\$
PUERTO PLATA Casa Marina Beach Resort Ch. supérieure vue jardin 18 et 25 mars	795\$	PUNTA CANA Natura Park Resort & Spa Chambre - 16, 17, 23 et 24 mars	1045\$
VARADERO Mercure Playa de Oro Chambre - 24 et 31 mars	845\$	RIVIERA HAVANIT Palladium Vallarta Resort & Spa Chambre économique - 19 et 26 mars	1095\$
CAYO SANTA MARIA Barcelo Cayo Santa Maria All Suites Suite junior - 23 et 30 mars	945\$	RIVIERA MAYA Grand Sunset Princess All Suites Suite junior - 18, 19 et 24 mars	1295\$

vacances Selloff®
LE PLUS BAS PRIX garanti!

Loblaws de Brossard (450) 466-0776
Kirkland (514) 697-5280
Maxi de Laval (450) 681-3141
Loblaws de Laval (450) 667-0281
Loblaws de Rivière des Prairies (514) 643-0779

Contactez votre agence de voyages pour réserver vos vacances Sunwing!

Départs de Montréal. *La surcharge de carburant augmentée de 30 \$ par personne, par trajet aller-retour et sera applicable dès le 23 février sur les départs à partir du 24 février. Offre d'une durée limitée applicable aux nouvelles réservations seulement. Les économies de 50 % sont basées sur les tarifs horaires et sont reflétées dans les prix. Sièges et disponibilité limités à ces prix. Les prix sont par personne en occupation double pour des forfaits vacances d'une semaine pour une sélection de dates et de destinations (à moins indication contraire). Les prix incluent les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale payée au départ de certaines destinations. Prix valables au moment de l'impression et sujets à changement en tout temps sans préavis. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50 \$ par tranche de 1 000 \$ de services achetés. Voir options sur Sunwing Airlines. Pour connaître les conditions générales, veuillez consulter la brochure 2010/11 de Vacances Sunwing. Titulaire d'un permis du Québec 16/02/2011

LES PRIX DU QUÉBEC
culture • science

www.prixduquebec.gouv.qc.ca

PÉRIODE DE
MISE en
CANDIDATURE

NOUVEAU
Prix Guy-Mauffette
en radio et en télévision

Date limite | 8 avril

Québec

ACTUALITÉS

Le milieu scolaire est appelé à répondre plus vite aux besoins des entreprises

LISA-MARIE GERVAIS

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a lancé hier un appel aux milieux professionnels et dans les cégeps pour répondre «plus vite» à la demande de main-d'œuvre des entreprises. «On ne peut pas se lancer dans de grandes réflexions sur trois ans. J'ai 700 000 emplois à combler d'ici 2014. La vitesse d'exécution va devenir importante pour le réseau scolaire, notamment les commissions scolaires et les cégeps», a-t-elle dit après l'allocation qu'elle a prononcée devant une assemblée de gens d'affaires au dîner de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain sur le thème de la réussite scolaire.

En réclamant une plus grande «vitesse d'exécution», Mme Beauchamp croit ainsi faire écho aux besoins exprimés par les entrepreneurs en région. «On me raconte souvent des histoires où des solutions peuvent être apportées. Par exemple, la lenteur à organiser des groupes de formation [et du] niveau de réponse donné par des commissions scolaires ou des cégeps», a indiqué la ministre en précisant qu'une rencontre sur le sujet aura lieu au printemps.

Persévérance scolaire

La ministre en a profité pour souligner la mobilisation du milieu des affaires pour la persévérance scolaire. «Quand Mme Courchesne avait lancé le plan l'École j'y tiens, il y avait un appel lancé au milieu des affaires. Et on sent maintenant qu'il y a une effervescence», a-t-elle noté. Elle a aussi invité les entrepreneurs à faire plus de dons, qui n'ont été l'an dernier



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
«On ne peut pas se lancer dans de grandes réflexions sur trois ans. J'ai 700 000 emplois à combler d'ici 2014. La vitesse d'exécution va devenir importante pour le réseau scolaire, notamment les commissions scolaires et les cégeps», a dit hier la ministre Line Beauchamp.

que de 223 millions, contre 486 millions en Ontario.

A cet effet, l'entreprise Rio Tinto Alcan a précisé hier à quoi serviront les 15 millions de dollars qu'elle s'était engagée à verser pour lutter contre le décrochage scolaire. Un montant de 13,25 millions sur cinq ans sera octroyé à Passeport pour ma réussite, une organisation mieux connue sous son nom anglais, Pathways for Education, qui a donné des résultats très probants, notamment dans le centre-ville de Toronto, et qui est déjà implanté à

Verdun. L'argent servira donc à créer un siège social à Montréal et à lutter contre le décrochage dans la métropole, mais également en Mauricie et au Saguenay, trois régions où Rio Tinto Alcan a des activités. «Chaque dollar qu'on investit rapporte 24 \$ à la société et le bénéfice cumulatif permanent est de 600 000 \$ pour chaque étudiant inscrit dans ce programme. C'est un excellent retour sur investissement», a déclaré Jacynthe Côté, présidente-directrice générale de Rio Tinto Alcan.

Des étudiants ont manifesté à l'extérieur de l'hôtel où se tenait l'événement. Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), croit que la meilleure façon d'encourager les jeunes à poursuivre aux études est de ne pas hausser les droits de scolarité, une mesure qui augmente le fardeau de la dette. «Quand on augmente les droits de scolarité, on exclut du monde. C'est le principal motif de l'abandon scolaire», a-t-il martelé.

Le Devoir

Les conservateurs répliquent aux accusations contre Oda

MARIE VASTEL

Ottawa — Tentant tant bien que mal de disculper la ministre de la Coopération internationale, le gouvernement a présenté sa réplique officielle à l'opposition, qui tente de la faire accuser d'avoir menti délibérément au Parlement. Mais la contre-attaque des conservateurs a une fois de plus enrégé les partis d'opposition, qui invoquent le respect de la démocratie parlementaire.

En répliquant pour la première fois aux accusations qui pèsent contre la ministre Bev Oda, les troupes conservatrices ont plaidé, aux Communes hier, que cette affaire était de la faute de l'opposition. Les députés des partis d'opposition n'avaient qu'à mieux poser leurs questions s'ils voulaient obtenir des réponses, a fait valoir le secrétaire parlementaire Tom Lukiwski. «Peut-être que le député aurait dû poser des questions différentes, ou plus de questions, ou qu'il aurait dû s'appliquer davantage dans son interrogatoire, mais le fait qu'il soit mécontent des réponses ne représente pas une atteinte au privilège», a-t-il argué en Chambre.

Quant au fait qu'un document ait semblé être falsifié par la ministre Oda, M. Lukiwski a rétorqué que des documents internes comme celui mis en cause n'étaient pas destinés à être rendus publics. «Personne n'a jamais suggéré que des échanges de documents bureaucratiques ou ministériels doivent être une œuvre d'art», a défendu le secrétaire parlementaire.

Le néodémocrate Paul Dewar, lui, a toutefois répliqué que ce genre de document servait

justement à obliger le gouvernement à rendre des comptes.

L'opposition exige la démission de Mme Oda et que celle-ci soit tenue responsable de ses gestes, mais le premier ministre Stephen Harper a défendu sa ministre sans relâche, en arguant qu'elle avait bien fait son boulot en prenant une décision même si celle-ci était contraire à l'avis de ses fonctionnaires.

La ministre de la Coopération internationale est dans une situation très délicate depuis qu'elle a avoué, lundi, être intervenue pour modifier une décision de son ministère — après l'avoir nié pendant des mois et laissé croire qu'il s'agissait d'une décision de routine prise par ses fonctionnaires.

Mais entre-temps, un document indiquant que les fonctionnaires de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le ministère de Mme Oda, recommandaient bel et bien le renouvellement du financement de 7 millions du groupe humanitaire Kairos a été rendu public.

Le mot «not» (ne pas) a cependant été ajouté à la main pour modifier cette recommandation. La ministre avait affirmé, en comité parlementaire, ne pas connaître l'identité de la personne qui a fait le changement.

Lundi, elle s'est levée aux Communes pour avouer que c'était elle qui en avait donné l'ordre.

Or, selon M. Lukiwski, ces différents témoignages ne se contredisent pas et les réponses offertes par la ministre Oda correspondaient aux questions qui lui ont été posées.

La Presse canadienne

Le Perce-neige 2009
395\$
prix régulier: 780\$
Fourrure en sus

couleurs : acajou, ciment, cyprès, marron, noir, rouge

Tous les manteaux Kanuk en solde jusqu'à lundi !

Vous porterez votre manteau Kanuk avec plaisir, jour après jour, hiver après hiver. Un choix agréable, et raisonnable. Magasinez directement à la manufacture Kanuk.

Collection Kanuk 2011
Le Corbeau
650\$
prix régulier: 744\$
Fourrure en sus

Le Loup
295\$
prix régulier: 598\$

couleurs : bleu minuit, ciment — tailles de 1 à 4

Collection Kanuk 2011
Le Beauport
550\$
prix régulier: 650\$

couleurs : ciment, taupe

Solde KANUK

Directement à la manufacture

Jusqu'à lundi 21 Février

485, rue Rachel Est, Montréal

TOUS LES KANUK SONT EN SOLDE !

Nous sommes loin de vous?

COMMANDEZ PAR INTERNET

kanuk.com

Grand choix de tuques et bandeaux

10\$
prix régulier: 30 \$ à 40 \$

Le Cacouna
495\$
prix régulier: 770\$
fourrure en sus

couleurs : blé, bronze, sable, chamois, cannelle, cyprès, écorce, mauve, orchidée

Le Corneille
375\$
prix régulier: 744\$

Le Ste-Ursule
495\$
prix régulier: 752\$
fourrure en sus

Collection Kanuk 2011
Le Biencourt
475\$
prix régulier: 556\$
fourrure en sus

Le flocon
395\$
prix régulier: 712\$
fourrure en sus

couleurs : chamois, taupe

Tout Kanuk est en solde !

Mont-Royal

HEURES D'OUVERTURE DU SOLDE KANUK

Samedi 19 février de 8 h à 17 h
Dimanche 20 février de 8 h à 17 h
Lundi 21 février de 8 h à 18 h

Nous acceptons: VISA, MasterCard, carte de débit et argent comptant.

PRODUITS EN LIQUIDATION QUANTITÉ LIMITÉE
PREMIER ARRIVÉ, PREMIER SERVI
JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

485, rue Rachel Est, Montréal



porter

Porter lance des rabais qui comptent.

30 % de rabais sur tous les vols de Porter. Donnez votre 110 % et allez droit au but. Mentionnez le code TRIO30. Réservez avant le 23 février 2011.

Porter. Raffinée sur toute la ligne.



Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code TRIO30

Voyagez entre le 3 mars et le 26 juin 2011. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 30 %.
Tarifs à partir de :

TORONTO 20 par jour 84* \$	HALIFAX 94* \$	ST. JOHN'S 126* \$	SUDBURY 119* \$	THUNDER BAY 96* \$
BOSTON 140* \$	CHICAGO 140* \$	MYRTLE BEACH 182* \$	NEW YORK 91* \$	

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

* Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. L'aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Ce tarif aller-simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

flyporter.com

ACTUALITÉS

L'aéroport de Saint-Hubert peut imposer un couvre-feu

MÉLISSA GUILLEMETTE

L'aéroport de Saint-Hubert a le droit d'imposer un couvre-feu aux écoles de pilotage qui y sont locataires, a statué la Cour supérieure.

En juin dernier, le gestionnaire de l'aéroport, Développement aéroport Saint-Hubert de Longueuil (DASH-L), adoptait un couvre-feu provisoire: les avions devraient rester au sol après 13h le week-end et entre 20h et 8h en semaine. Les écoles ont intenté un recours, jugeant que DASH-L agissait au-delà de ses pouvoirs.

La Cour a plutôt jugé que l'aéroport «n'a pas excédé ses pouvoirs ni violé ses obligations contractuelles».

La mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, est satisfaite. «Je souhaite maintenant que le conseil d'administration de DASH-L poursuive ses efforts pour faire en sorte que ses activités se déroulent dans le respect de la qualité de vie des citoyens», a-t-elle indiqué. Le couvre-feu plus restrictif a été adopté à la suite d'une demande de la Ville de Longueuil.

L'aéroport de Saint-Hubert est l'un des plus achalandés au pays.

Le Devoir

Garde forcée: le Protecteur du citoyen constate des dérives

MÉLISSA GUILLEMETTE

Le Protecteur du citoyen presse le ministère de la Santé d'agir pour protéger les droits des personnes en garde forcée. Il s'agit d'un appel répété, souligne la protectrice, Raymonde Saint-Germain. Le ministère promet d'intervenir prochainement.

La Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui permet de détenir une personne sans son consentement, pour des raisons de sécurité. Cette limitation au droit à la liberté est toutefois mal encadrée et mal appliquée depuis son entrée en vigueur en 1998, indique la protectrice dans un rapport déposé hier. «Force est de constater que des dérives existent et entraînent des conséquences importantes sur ceux qui ont à les subir.»

Le rapport souligne que le concept de «dangerosité» d'une personne est compris différemment par les différents intervenants qui peuvent appliquer cette loi: ambulanciers, policiers, avocats, travailleurs sociaux, médecins et autres professionnels de la santé et des services sociaux. Un manque de formation et d'information claires cause des incohérences. «De ce fait, une

personne peut être privée de sa liberté, contre sa volonté, par un intervenant jugeant que le comportement d'une personne représente un danger alors que pour un autre intervenant, ce même comportement ne sera pas perçu comme n'étant que dérangeant.»

L'institution, indépendante du gouvernement, ajoute que les notes des dossiers des individus gardés de force sont souvent incomplètes, et que ceux-ci ne sont pas toujours bien informés de leurs droits, ce que

La limitation au droit à la liberté des personnes dont l'état mental présente un danger est mal encadrée et mal appliquée depuis son entrée en vigueur en 1998

la loi stipule. «Certains dossiers d'usage examinés par le Protecteur du citoyen étaient fort lacuniques. Par exemple, la décision du médecin ordonnant la garde préventive était bien présente, mais les motifs expliquant les raisons justifiant de priver la personne de sa liberté n'y apparaissaient pas.» Impossible donc de s'assurer que les droits des personnes concernées ont été respectés.

Johanne Galipeau, de l'organisme de défense des droits en santé mentale Action Autonomie, voit constamment des cas

de débordement liés au processus de mise en garde. «À la dizaine. Et même plus.» L'organisme appuie chacun des constats du Protecteur. «Dans beaucoup de cas, les gens ne sont informés de leurs droits qu'une fois que l'ordonnance de garde est rendue: on leur donne une feuille sur leurs droits», dit Mme Galipeau. Les gens sortent de la garde brisés, car on les traite comme des enfants.» Il est temps que le gouvernement donne suite aux constats du milieu des intervenants et organismes en santé mentale, ajoute-t-elle.

Au ministère de la Santé et des Services sociaux également on reconnaît les

lacunes relevées par le Protecteur du citoyen. «On est tout à fait en accord avec les recommandations proposées», indique l'attachée de presse du ministre Yves Bolduc, Karine Rivard. Les observations du Protecteur du citoyen sont d'ailleurs «compatibles» avec celles d'une enquête sur le sujet que la direction de la santé mentale du ministère publiera le 28 février prochain. «Par la suite, on sera en mesure de donner nos recommandations.»

Le Devoir

LE BAC FAIT PEAU NEUVE



SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL

LES MONTRÉALAIS disposeront d'un nouveau bac de recyclage à compter de 2012. Muni d'un couvercle, le contenant gris et vert a une capacité de 67 litres et se tient d'une main, ce qui facilitera son transport dans les escaliers. «Il est plus facile à manipuler et à entreposer que le bac vert traditionnel. De plus, son couvercle nous permettra de garder nos rues plus propres», a expliqué hier Alan DeSousa, responsable du développement durable au comité exécutif. Le nouveau bac est le fruit d'une collaboration avec l'École de design de l'UQAM et Instadesign. La Ville compte en distribuer 480 000 sur son territoire l'an prochain.

Voitures de métro: le gris et le «bleu STM» l'emportent

JEANNE CORRIVEAU

Les nouvelles voitures de métro de Montréal seront d'un gris métallisé à l'avant avec un dégradé vers le bleu. Tel a été le verdict des participants à une consultation populaire lancée en décembre dernier par la Société de transport de Montréal (STM) pour déterminer l'apparence des voitures qui entreraient en service en 2014.

Trois options étaient proposées aux internautes dans le cadre d'une consultation qui s'est terminée le 6 janvier dernier. La moitié des 30 000 participants ont choisi l'option un qui combinait le gris pour la voiture de tête et le «bleu STM» pour le reste de la rame, y compris le toit. Les deux autres proposi-

tions ont recueilli chacune la faveur d'une personne sur quatre.

La STM entend consulter la population de nouveau à compter du mois de mars. Cette fois, le défi consistera à trouver un nom plus inspirant que le rébarbatif «MPM-10» (pour matériel sur pneumatiques de Montréal commandé en 2010) pour désigner les nouvelles voitures. M. Labrecque a rappelé que Toronto avait baptisé ses nouvelles voitures de métro «Toronto Rocket».

Rappelons que la STM a procédé à l'achat de 468 voitures dans le cadre d'un contrat de 1,8 milliard de dollars accordé au consortium Bombardier-Alstom. Les premières voitures, de type boa, seront livrées en 2013.

Le Devoir



PRÉSENTE

LES RENDEZ-VOUS

DU CINÉMA QUÉBÉCOIS

29^e édition

MONTRÉAL 16-26 FÉVRIER 2011

WWW.RVCQ.COM

EN COLLABORATION AVEC



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET



LA SOIRÉE
19-2



Le samedi 19 février à 18h à la Cinémathèque québécoise, assistez à la diffusion en primeur du 4^e épisode de 19-2 en présence des artisans et des artistes de la série.

www.artisan-du-store.ca

L'Artisan du Store

Fabriqués au Québec

Service à domicile GRATUIT

Région de Montréal
514 231-8677

Laval et Rive-Nord
450 627-3716

Longueuil et rive-sud
450 445-9829

Région de Trois-Rivières
819 696-8677

Région de Québec
418 654-8677

Décoration Claude Bouchard
2362, Beaubien E, Montréal (Qc)

50% de rabais ou installation gratuite

Stores sur mesure *Bois ou PVC

Horizontaux ou Verticaux couleurs et teintes à votre choix

OPAQUES ou SOLAIRES

- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Perslennes
- Toiles opaques ou solaires sur mesure pour verrières

INSTALLATION GRATUITE

L'ÉVÈNEMENT CINÉMATOGRAPHIQUE DE 2011

11 NOMINATIONS AUX PRIX CÉSAR
DONT
MEILLEUR FILM

GAGNANT • GRAND PRIX
FESTIVAL DE CANNES

GAGNANT
MEILLEUR FILM EN LANGUE ÉTRANGÈRE
NATIONAL BOARD OF REVIEW

FESTIVAL DU FILM DE NEW YORK
TORONTO
TELLURIDE

«Remarquable! Des Hommes et des Dieux est un grand film, atteint par la grâce.»
Marc-André Lussier, La Presse

★★★★★
«Lumineux! Profond! Émouvant!»
Le Figaro

LAMBERT WILSON MICHAEL LONSDALE

DES HOMMES ET DES DIEUX

UN FILM DE XAVIER BEAUVOIS

ARMADA | Euronews | MUSEUM | 1414 | CIBC | www.deshommesetdesdieux.ca

13 DÈS LE VENDREDI 25 FÉVRIER!
metropolefilms.com

ACTUALITÉS

Les verts fédéraux mèneront une campagne plus ambitieuse

Un congrès à Montréal aujourd'hui permettra d'établir une stratégie ciblée pour le Québec

Sonné par son fiasco au Québec lors des élections générales de 2008, le Parti vert du Canada souhaite faire mieux lors du prochain scrutin. Avec une stratégie pour conquérir la province, les verts veulent tripler le nombre de vote et gruger des appuis au Bloc québécois. Mais la lutte s'annonce difficile.

GUILLAUME
BOURGault-CÔTÉ
ALEC CASTONGUAY

Le Parti vert du Canada (PVC) a vu ses appuis grimper dans toutes les provinces entre les élections de 2006 et de 2008. Partout... sauf au Québec. Malgré la présence de la chef Elizabeth May au débat des chefs et la forte sensibilité des Québécois pour les questions environnementales, le parti a récolté 125 803 votes au Québec (3,5 %) en 2008, soit 20 773 de moins qu'en 2006. À part le maigre 1,7 % enregistré à Terre-Neuve, ce fut son pire résultat au pays. «On va être honnête, ça n'a pas bien été», dit Benoît Michaud, l'un des nouveaux organisateurs régionaux au Québec et porte-parole du parti dans le centre du Québec.

Le Québec, en raison de sa langue, de sa culture et de la présence d'un parti régional dominant comme le Bloc québécois, présente un mélange politique que le Parti vert n'a jamais réussi à maîtriser. Pour y remédier, la formation a mis sur pied une aile québécoise en novembre 2009, une première au pays (la Colombie-Britannique compte une division régionale). Les militants se réuniront d'ailleurs en assemblée générale cette fin de semaine à Montréal pour mettre la touche finale à la préparation électorale. Mais déjà, des objectifs et des tactiques se dessinent.

Sur le plan de l'organisation, le PVC veut tripler le nombre de ses membres au Québec. Ils sont actuellement 579, sur un total national de 8632, soit 6,7 % pour une population qui représente pourtant près du quart du pays. N'empêche: des militants nombreux et dynamiques permettent de diffuser le message du parti, affirme-t-on.

Le parti espère aussi augmenter le nombre d'associations de circonscription, qui se situe à 39 (sur 75). «Notre militantisme est jeune. On est conscient qu'on doit remédier à ce déficit d'associations», dit M. Michaud, ajoutant que le PVC «part de loin».

L'effet Laraque

Au Québec, le parti a toujours obtenu des résultats modestes: 4 % en 2006, 3,2 % en 2004, 0,6 % en 2000... En novembre 2009, l'embauche de l'ancien journaliste de Radio-Canada, Jacques Rivard, comme chef adjoint du parti devait permettre de redresser la barre et de mieux structurer les verts au Québec. Résultat: M. Rivard a «déchanté» en moins de sept mois et a décidé de se joindre au Bloc québécois. À l'époque, il confiait avoir «constaté que les moyens limités des verts n'offrent malheureusement pas la possibilité de vraiment faire progresser les intérêts environnementaux au Québec», et dénonçait des problèmes de communication entre l'aile québécoise et la base nationale.

C'est dans ce contexte qu'Elizabeth May a engagé l'ancien hockeyeur Georges Laraque comme chef adjoint en juillet dernier. Sans expérience politique, M. Laraque a été recruté pour une raison: sa popularité et sa capacité à attirer l'attention du public et des médias. Après six mois de travail, Elizabeth May a dressé cette semaine un bilan positif de la contribution de Georges Laraque — même si on l'a davantage vu dans des activités hors contexte depuis l'automne, participant notamment aux émissions *Battle of the Blades*, *Le Match* ou *Canada Reads*.

«Chaque fois qu'il a l'occasion de parler, il encourage les gens à aller voter, indiquait Mme May mercredi. Il a fait beaucoup d'événements sur le terrain, il amène quelque chose de différent. Pour nous, c'est une façon de passer notre mes-

sage auprès d'une nouvelle clientèle.» Les militants apprécient aussi sa présence dans les soirées de financement. «Ça aide à attirer du monde», dit un organisateur qui a requis l'anonymat. L'ancien homme fort du Canadien n'a toutefois pas l'intention de se présenter au prochain scrutin.

Alors que les sondages indiquent une légère augmentation des appuis des verts au Québec (environ 6 % actuellement), Mme May fait preuve d'un certain optimisme pour les prochaines élections. «Nous avons encore beaucoup de potentiel de croissance. Nous avons de bons candidats [39 ont été choisis à l'heure actuelle] qui devraient nous permettre des résultats plus significatifs qu'en 2008», pense-t-elle.

Stratégie québécoise

Pour s'assurer de concrétiser



MIKE CASSESE REUTERS

Après six mois de travail, la chef du Parti vert du Canada, Elizabeth May, dresse un bilan positif de la contribution de son chef adjoint, le hockeyeur Georges Laraque, même si on l'a davantage vu dans des activités hors contexte depuis l'automne, notamment aux émissions *Battle of the Blades* et *Le Match*.

ce souhait, le PVC entend mettre en œuvre une stratégie propre au Québec, avec notamment un slogan et des publicités adaptées. Des publicités à la

télé en français devraient être mises en ondes.

De manière générale, «on peut s'attendre à quelque chose de plus ambitieux qu'en 2008»,

dit Benoît Michaud. Une douzaine de circonscriptions auront une attention particulière, soit celles ayant obtenu plus de 5 % des voix en 2008. «Et

parmi celles-là, on va en cibler deux ou trois en particulier», affirme M. Michaud. «On ne va pas changer toute la dynamique politique au Québec en une seule élection, on est conscient de ça, mais on veut augmenter assez nos appuis pour devenir un parti dont on doit tenir compte», ajoute-t-il.

Le public cible? Les francophones qui votent pour le Bloc québécois. Le parti estime partager beaucoup de valeurs avec les électeurs du Bloc, sauf celle de la souveraineté. «On va marteler le message que la souveraineté, ça va se régler au Québec, pas à Ottawa. En attendant, l'urgence, c'est l'environnement, les changements climatiques», dit M. Michaud. Il faut envoyer des députés pour qui c'est la principale préoccupation.

Le PVC estime ne pas être un parti de droite ou de gauche, ce qui pourrait séduire dans un contexte où les «vieux partis ennuient les gens», croit-on. «C'est une nouvelle façon d'arrimer l'environnement et l'économie. On peut faire évoluer le discours et les politiques publiques», dit M. Michaud. Reste à convaincre la population d'embarquer...

Le Devoir



SIMON EST
EN TRAIN
D'ÉPARGNER...

L'ESPRIT TRANQUILLE

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOTRE
REER
GARANTI
À 100%

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

BONI DE
1%

la première année pour les nouveaux fonds
REER, FERR, CRI et FRV

Ouvert du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Épargne
Placements
Québec

Démocratisation: la quatrième vague à l'orée des pays arabes

Après le sud de l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine, puis le bloc de l'Est, la démocratie fait miroiter ses promesses à une nouvelle région. Mais gare aux illusions!



La Turquie du premier ministre Recep Tayyip Erdogan (en haut) et l'Espagne du roi Juan Carlos (au centre) sont des modèles de transition démocratique pour les pays arabes, dont l'Égypte (photo principale). Il manque toutefois à ces pays des personnalités fortes et fédératrices, tel un Vaclav Havel (en bas).

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — La démocratie va-t-elle s'implanter en Tunisie, en Égypte? La question obsède, ces jours-ci. On l'oublie parfois, mais dans l'histoire récente, les vagues de démocratisation n'ont pas manqué. Et peuvent être sources d'inspiration. Trois périodes viennent à l'esprit: d'abord celle des années 1970, dans le sud de l'Europe, alors qu'en Espagne, au Portugal et en Grèce, les régimes militaires tombent tour à tour. À l'époque, note le politologue français et ancien vice-président de Médecins sans

frontières Guy Hermet, la famille des démocraties occidentales «semblait avoir atteint avec ces pays ses limites normales et indépassables». Eh non, dans les décennies qui suivirent, plusieurs régimes militaires sont remplacés en Amérique latine. Et en Asie, en 1986, les Philippines se libèrent de Marcos grâce à Corazon Aquino et de son «People's Power». Puis, dans les années 1990, le bloc de l'Est entre en transition démocratique.

Sommes-nous à l'aube d'une nouvelle vague qui va emporter les pays arabes? Difficile à dire. «Les gens y veulent-ils vraiment la démocratie?», s'interroge François Gé-

lineau, de l'Université Laval, nouveau titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires. Spécialiste des «démocratizations» en Amérique latine, M. Gélineau estime que les événements en Tunisie et en Égypte rappellent davantage ceux de l'Europe de l'Est des années 1989-1990. Il fait remarquer que la chute des militaires en Argentine, par exemple, est due non pas tant à un soulèvement populaire massif comme celui de la place Tahrir au Caire, mais à la déconfiture de la guerre des Malouines, qui a conduit à une «crise de légitimité» fatale pour le régime.

Certes, il est «bien tôt pour qualifier les développements politiques en Égypte et en Tunisie», comme l'écrivait Chris Arsenault, hier, sur le site de la chaîne satellite Al-Jazira. Mais certaines leçons des transitions démocratiques de l'Europe de l'Est devraient être étudiées dès maintenant pour ces pays en transformation.

«Je crains que l'Égypte suive les traces de l'Ukraine», estime par exemple Kristian Coates, un professeur à la London School of Economics interviewé par Al-Jazira. Même après la «Révolution orange» de 2004, les «oligarques» de l'ancien régime ont réussi à s'accrocher au système. Guy

Hermet croit plutôt qu'en ces matières, il y a un équilibre à trouver: une purge totale visant les personnes liées à l'ancien régime peut aussi conduire à une sclérose de l'appareil d'État et au chaos. «Il vaut mieux que la rupture ne soit pas complète entre les deux régimes de gouvernement.»

Désillusions

Les plus grands risques, selon Guy Hermet, sont peut-être ailleurs: «Le produit le plus prévisible des démocratisations de ce temps est la désillusion, qui menace à brève échéance si le régime à peine né ne procure pas aux masses qui n'ont guère contribué à son accouchement

des satisfactions matérielles presque immédiates», écrivait-il déjà en 1996.

En 2011, dans les pays arabes, les désillusions pourraient être aussi très grandes. En entrevue téléphonique au Devoir hier, il notait que les «foules de manifestants arabes sont très exigeantes et irréalistes». Souvent, les manifestants de pays en transition semblent confondre «la démocratie avec le miracle économique». En Tunisie comme en Égypte, par exemple les fonctionnaires réclament actuellement des augmentations de salaire mirobolantes. «La population confond souvent la démocratie avec la fin du chômage,

U de M

Faculté de l'éducation permanente

Certificat de rédaction

RÉDACTION PROFESSIONNELLE + RÉVISION LINGUISTIQUE

ADMISSION PRINTEMPS-ÉTÉ 2011

514 343.6090

www.fep.umontreal.ca/redaction

Université  de Montréal



AU TOUR DE LA BOLDUC

Betty Bonifassi, Mara Tremblay, Damien Robitaille et plusieurs autres revisitent ses chansons dans un spectacle-hommage animé par Monique Giroux.

DEMAIN 20H – en direct sur Espace musique et en webdiffusion vidéo sur Radio-Canada.ca/bolduc Réalisation: Diane Maheux

LA BASTRINGUE SUR LE BOUT DE LA LANGUE!

Émission spéciale avec Boucar Diouf
DEMAIN 17H – à la Première Chaîne (95,1 FM à Montréal)
Réalisation: Martin Girard

20 FÉVRIER • 70^e ANNIVERSAIRE DU DÉCÈS DE LA BOLDUC

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM

Radio-Canada.ca/musique

DE LA DÉMOCRATIE

DÉMOCRATIE

SUITE DE LA PAGE 1

Pour Louise Vandelac, directrice de l'Institut des sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), «*tous les exemples récents au Québec — dossiers de la construction, nomination des juges, gaz de schiste, amiante ou pétrole à Anticosti — témoignent de la puissance des lobbys sur la sphère publique.*»

Glissement généralisé

Le glissement est général, ajoute-t-elle en donnant comme exemple la réduction de l'impôt des sociétés, qui coïncide avec l'augmentation des inégalités financières et sociales, l'augmentation des risques pour la santé publique et l'environnement.

Même la recherche universitaire s'en ressent, dit-elle. Tous les grands fonds subventionnaires sont maintenant sous la responsabilité des ministères à vocation économique, autant à Ottawa qu'à Québec. Et de plus en plus, l'allocation des fonds obéit à la règle des partenariats avec le privé, ce qui privilégie certains secteurs aux dépens des sciences humaines et sociales, par exemple.

«*Cela correspond, ajoute Louise Vandelac, à la tendance d'appropriation par le privé de biens collectifs publics, comme les ressources naturelles et même des services publics. C'est une tendance lourde qui a des conséquences évidentes sur la vie civile, politique et même universitaire et qui pose, ultimement, la question de ce qu'il advient de l'intérêt public.*»

Cette situation est vécue comme une «*trahison*» par ceux qui valorisent encore la démocratie traditionnelle où le peuple élit des représentants censés défendre en priorité l'intérêt gé-

ral, dans le cadre d'élections libres de manipulation par des professionnels et animées par des médias indépendants dans lesquels les oppositions pourraient s'affronter dans un débat public valorisant les arguments.

Pour Marcel Gauchet, dans *La Démocratie d'une crise à l'autre* (éditions Cécile Defaut, 2007), la «*démocratie représentative*» est historiquement victime de son succès contre les régimes totalitaires. Encouragée à se développer dans les années glorieuses, cette démocratie écrase aujourd'hui, écrit-il, sous le poids d'un pouvoir exécutif croissant. Mais la population, qui a bénéficié du développement de l'État-providence, n'a pas vu qu'aujourd'hui, on la détourne progressivement vers la défense des droits individuels, l'assise de la «*méritocratie*» qui justifierait la position dominante de la nouvelle oligarchie.

Hervé Kempf, auteur du récent livre *L'Oligarchie, ça suffit* (Seuil, 2011), soutient, en entrevue au *Devoir*, que «*la démocratie en Amérique est tellement malade qu'il n'y a presque plus de pensée critique solide*». «*La démocratie en Amérique est tellement malade qu'il n'y a presque plus de pensée critique solide, substantielle qui se rend sur la place publique. La démocratie nord-américaine se présente pourtant comme le standard international parce qu'elle permettrait un niveau de vie démocratisé. Mais elle oublie que ce niveau de vie est devenu une impasse écologique et sociale totale parce qu'il n'y a plus de vraie démocratie. Obama a dû abandonner sa réforme fiscale. Le nouveau Congrès pourrait mal mener sa maigre réforme du système de santé. Et il est ligoté par le Congrès sur la question du climat.*»

Pour Éric Montpetit, directeur du Département des sciences politiques à l'Université de Montréal, «*les choses ne se passent pas si mal*». On déléguerait trop aux experts, qui ne sont pas plus neutres que n'importe qui. La solution, dit-il, passe par des débats publics ouverts, lesquels sont malheureusement perçus dans la société comme des facteurs de chicane et de division.

En ce sens, soutiennent d'autres auteurs, la démocratie est une chose impossible à fixer dans une forme définitive parce qu'elle est en constante évolution.

Un sondage publié dans *Philosophie* nous révèle qu'en France, 49 % des gens pensent qu'elle a reculé alors que 32 % disent qu'elle n'a ni progressé, ni reculé. Seulement 14 % ont le sentiment qu'elle a progressé. Si le citoyen se sent dépossédé de sa démocratie, c'est qu'il l'est, conclut l'analyse. Mais, surprise, le petit peuple ouvrier est plus progressiste que les technocrates en matière de défense de l'intérêt gé-

ral. Ainsi, 78 % des ouvriers sont favorables au blocage de lois et projets dangereux pour l'environnement par un comité scientifique, contre 74 % des cadres; 78 % des employés seraient favorables à des comités populaires dans les localités, contre 67 % des commerçants et chefs d'entreprise. Enfin, 72 % des ouvriers sont pour l'instauration d'un salaire maximum, contre 44 % des cadres...

Marc Chevrier enseigne notamment l'histoire de la démocratie au Département de sciences politiques de l'UQAM. Dans le foyer de la démocratie, à

Athènes, dit-il, l'élection était un mécanisme jugé élitiste parce que les plus connus et les plus riches avaient plus de chances de se faire élire. L'élection servait à choisir les oligarques sur la base de leurs compétences particulières, comme les généraux, le responsable des eaux, etc. Périclès a ainsi été élu général 15 fois.

Par contre, la démocratie, qui était à la base du pouvoir du peuple, était le résultat d'un tirage au sort et de la rotation obligatoire dans les postes publics. Il faut attendre au XVIII^e siècle, dit-il, pour que l'élection devienne synonyme de démocratie comme aujourd'hui.

Mais encore là, nuances. En Angleterre, perçue comme le foyer de notre démocratie contemporaine, pendant longtemps le nombre d'électeurs n'a pas dépassé les 3000 personnes. Dans le Canada-Uni de 1850, 13 % seulement de la population avait le droit de vote. On se serait méfié d'un gouvernement élu par une populace ignare!

C'est surtout avec la naissance des États-Unis que l'élection est devenue synonyme de la démocratie comme on la conçoit aujourd'hui, raconte M. Chevrier. Mais dans la plupart des modèles étatiques, on a continué de miser sur une élite contrôlante, avec les Sénats et les Chambres des lords, pour mettre les pays à l'abri des humeurs de la foule.

Le problème aujourd'hui, explique ce politologue, c'est que le pouvoir formel, censé incarner l'intérêt public, s'est laissé et se laisse encore déborder par d'autres pouvoirs informels, dont certains très puissants comme les pouvoirs économiques, des médias et de la science notamment.

Le Devoir



PHOTOS: PEDRO UGARTE, ADEM ALTAN, JAVIER SORIANO ET MICHAL CIZEK AGENCE FRANCE-PRESSE

avec une amélioration très très rapide du niveau de vie. Et au bout de trois mois ou de six mois, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont rien eu du tout.»

Guy Hermet estime que les «*pressions exercées par nos médias*» n'aident en rien. Elles «*poussent les populations concernées vers la radicalisation et obligent nos gouvernements à faire de même contre leur gré* [car ils savent que la situation est explosive, mais redoutent d'être accusés d'indifférence].»

Modèles

Des modèles de transitions démocratiques? Il y en a, bien qu'on ne soit pas ici dans la science exacte. Plusieurs yeux, notamment chez les Frères musulmans les plus modérés, se sont tournés ces dernières semaines vers la Turquie du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, où les islamistes modérés ont leur place au gouvernement; et où le fait d'être au gouvernement aurait modéré les islamistes.

«*Le produit le plus prévisible des démocratisations de ce temps est la désillusion, qui menace à brève échéance*»

L'autre démocratisation inspirante est européenne. Sur le site d'Al-Jazira, on citait hier la sociologue Theda Skocpol, de Harvard, au sujet de la transition qu'a connue l'Espagne à partir de 1970 jusqu'à la mort de Franco en 1975. «*C'est même un meilleur modèle que la Turquie*», affirmait-elle. Guy Hermet aussi parle du pays de Juan Carlos. «*Pas nécessairement parce qu'il y avait là des démocrates remarquables. Le roi d'Espagne est en quelque sorte une "créature" de Franco. Le premier ministre Adolfo Suarez, qui a fait la transition en Espagne, était un ancien ministre du parti unique.*» Mais dans le pays voisin, le Portugal, la transition a été plus difficile «*parce que c'est l'armée qui a pris en main le changement.*»

Jusqu'à maintenant, note Guy Hermet, il manque aux soulèvements arabes une personnalité forte, «*un interlocu-*

teur adverse», qui peut incarner et fédérer l'opposition face aux élites du régime en place. L'absence de «*personnalités charismatiques*» comme Lech Walesa en Pologne et Vaclav Havel en République tchèque pose problème. C'est peut-être là le propre des «*révolutions*» déclenchées par les réseaux informatiques, doublés de chaînes satellites comme Al-Jazira et Al-Arabiya. «*Pour réussir une transition, il faut un personnage comme celui-là, qui a de grandes qualités de gestion.*»

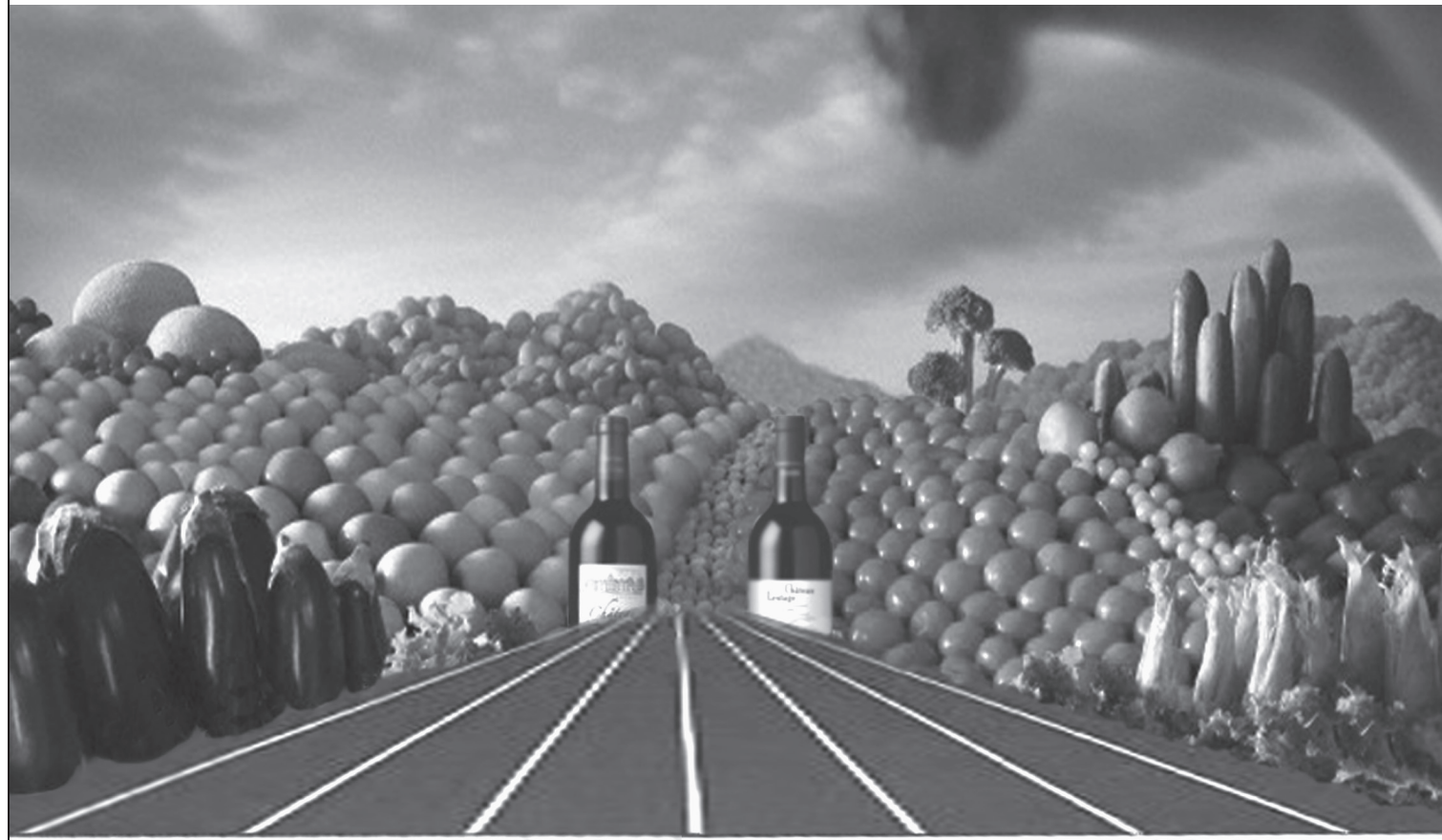
Processus lent

Chose certaine, la transition ne fait que commencer dans les pays arabes. Guy Hermet refuse le pessimisme, mais insiste: «*Il ne faut pas être béat. Ça ne va pas être simple. Ça va être très difficile. Il n'y a pas d'échec à prévoir dans tous les cas. Mais à l'inverse, ce serait étonnant que ça fonctionne dans tous les pays.*» Dans *Le Passage à la démocratie* (Presses de sciences po, 1996), il écrivait que «*comme celles de la mer*», les vagues de démocratisation «*ont leurs flux et leurs re-*

flux». Justement, cette semaine, le père de la pérestroïka, Mikhaïl Gorbatchev, confiait au journal d'opposition russe *Novaïa Gazeta* sa «*honte*» à l'égard de la Russie postcommuniste actuelle, qui, à son sens, a régressé démocratiquement: suppression de l'élection des gouverneurs; absence de liberté d'expression dans les télévisions nationales. Cela rappelle un autre Russe, Alexandre Soljénitsyne, qui, dès 1990, avait eu cette phrase en forme d'avertissement: «*La construction juste et raisonnable de la vie publique est une tâche d'une extrême difficulté et ne peut être réalisée que très progressivement, au moyen d'une série d'approximations et de tâtonnements successifs. Cette tâche est inachevée même dans les florissants pays occidentaux qu'il faut regarder avec des yeux non pas extasiés, mais grands ouverts.*»

Le Devoir

Physiologie du goût



À vos marques, prêts, GOÛTEZ!

Dans le cadre du *Festival Montréal en lumière 2011*, le Cœur des sciences vous convie à une expérimentation sensorielle suivie d'une conférence sur la physiologie du goût.

VOLET EXPÉRIMENTATION:

Jean-Pierre Lemasson, professeur, Département d'études urbaines et touristiques, UQAM.

Marie Watiez, psychosociologue de l'alimentation.

Luc Hobson, consultant en sciences alimentaires.

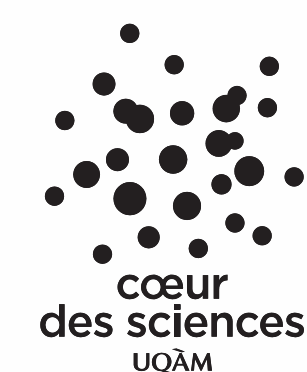
CONFÉRENCE:

Annick Faurion, chercheuse, Laboratoire de neurobiologie sensorielle de l'olfaction et de la gustation du CNRS, Paris.

Judi le 24 février à 18 h Adultes : 15 \$, étudiants et aînés (65 ans et +): 10 \$

RÉSERVATIONS REQUISES : www.coeurdessciences.uqam.ca

Téléphone : 514 987-0357



LE DEVOIR



12^e édition
DU 17 AU 27 FÉVRIER 2011

ACTUALITÉS

EN BREF

Cinq centres pour soldats blessés

Trenton — Le ministère de la Défense ouvrira cinq nouveaux centres de soutien pour les soldats blessés et les membres de leur famille. Les premières unités interarmées de soutien au personnel ont été mises sur pied, il y a deux ans, dans 19 bases militaires à travers le pays. Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a annoncé hier que les nouveaux centres seront établis dans les bases de Bagotville, au Québec, de Borden et de Barrie, en Ontario, de Comox, en Colombie-Britannique, et de Cold Lake, en Alberta. Une unité satellite sera également établie à Moose Jaw, en Saskatchewan. Ces unités offriront des soins pour les soldats de l'armée régulière et de réserve ayant été blessés ou souffrant d'un handicap, de dépendances et de problèmes de santé mentale. Les membres de leur famille auront également droit aux soins. Le financement de ces cinq unités proviendra de l'enveloppe de 52,5 millions dévoilée l'automne dernier pour offrir des services de soutien aux militaires. Construire ces centres coûtera 6,9 millions et leurs coûts annuels sont estimés à 4,2 millions. — *La Presse canadienne*

UN COUP DE PÉDALE AVANT QUE ÇA DÉRAILLE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LA SLOCHE, la neige, la glace: rien pour effrayer les 150 jeunes cyclistes écoliers qui sont présentement en route vers l'Assemblée nationale, dans le cadre de l'action citoyenne Avant que ça déraile. Le départ a eu lieu hier dans cinq villes du Québec et se terminera lundi, après 250 kilomètres de pédalage. Les participants à cette neuvième édition présenteront alors aux élus une proposition pour favoriser l'usage du vélo à l'année. On voit ici le départ à Montréal et le porte-parole de l'événement, l'acteur Emmanuel Bilodeau.

Cancer du sein

Un test prédictif pour éviter la chimiothérapie

PAULINE GRAVEL

Des chercheurs des universités McGill et Harvard ont trouvé une signature génétique qui permettrait de dépister les femmes dont le cancer du sein risque de récidiver. Cette découverte devrait aboutir à la mise au point d'un test prédictif qui épargnera à un bon nombre de patientes une chimiothérapie qui comporte de nombreux effets indésirables, voire néfastes.

Parmi les divers types de cancer du sein, 50 % d'entre eux présentent un très faible risque de récurrence à la suite de l'excision de la tumeur. Il s'agit

dèlement si la tumeur risque de se répandre ailleurs dans l'organisme. Parmi cette trentaine de gènes, certains interviennent dans la prolifération cellulaire tandis que d'autres sont associés à l'instabilité génétique, soit «la capacité des cellules cancéreuses à évoluer rapidement», précise le biologiste moléculaire Alain Nepveu. «Ainsi, les femmes dont les cellules cancéreuses expriment fortement ces gènes seraient plus à risque de rechute, car leurs cellules cancéreuses, en plus d'être dotées d'un grand pouvoir de prolifération, sont génétiquement instables, c'est-à-dire qu'elles subissent des muta-

Une signature génétique permettrait de dépister les femmes dont le cancer du sein risque de récidiver

tions et des réarrangements dont les effets sont le plus souvent néfastes, mais qui parfois confèrent un avantage», notamment une résistance.

Certaines cellules tumorales cherchent à s'échapper. Elles tentent d'abord de pénétrer dans un vaisseau sanguin. La plupart de celles qui y parviennent meurent en raison de la force du courant sanguin. Mais certaines résistent au flux et réussissent à s'accrocher à un nouveau tissu qu'elles colonisent, explique M. Nepveu.

En mesurant l'expression de ces 29 gènes, il sera ainsi possible d'évaluer précisément le risque de récurrence d'un cancer et de soupeser les réels avantages d'une chimiothérapie.

Maintenant que cette découverte a fait l'objet d'une publication dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences*, les chercheurs s'appliquent à vérifier le degré réel de précision de leur test prédictif sur des échantillons de tumeurs cancéreuses datant d'une dizaine d'années et dont ils connaissent l'issue de la maladie. Si les résultats de ces études rétrospectives s'avèrent concluants, on pourra espérer voir apparaître ce nouveau test prédictif en clinique d'ici cinq ans.

Le Devoir

Allégations de conflit d'intérêts

La mairesse de Boisbriand revient à l'Hôtel de Ville

MÉLISSA GUILLEMETTE

La mairesse de Boisbriand, Marlène Cordato, mêlée à des allégations de conflit d'intérêts en 2009, est de retour à l'Hôtel de Ville malgré le mécontentement de plusieurs citoyens manifesté ces derniers mois.

Après un congé de quelques semaines lié au décès de sa mère, et non aux allégations, précise-t-elle, la mairesse Cordato reprend ses dossiers. Pas question d'attendre les résultats des vérifications du ministère des Affaires municipales sur le cas de Boisbriand avant de reprendre les rênes de la ville de 28 000 habitants. De nombreux citoyens ont pourtant demandé sa démission lors des deux dernières séances du conseil municipal. «La lumière peut prendre des mois, voire des années avant d'être faite», a-t-elle expliqué dans un entretien téléphonique. La Sécurité du Québec (SQ) n'a jamais confirmé si elle menait aussi une enquête sur le couple, ce que *La Presse* avait avancé en décembre.

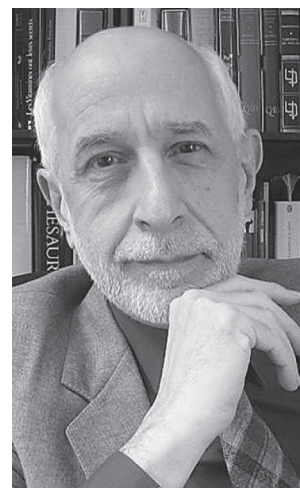
Au sujet des récentes arrestations survenues au début du mois à Boisbriand dans le cadre de l'opération Marteau de la SQ, Mme Cordato a dit ne pas être surprise. L'ancienne mairesse Sylvie Saint-Jean, un conseiller municipal et des hommes d'affaires ont été arrêtés pour avoir profité d'un système de favoritisme dans l'octroi des contrats publics. «Ce qui est important maintenant, c'est que la lumière soit faite sur les dossiers qui concernent notre ville, pour qu'on puisse comprendre le passé et tourner la page.»

Le Devoir

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Papeterie
Casse - NoisetteNous tenons en inventaire L'AGENDA MODERNE,
agenda MIGNON, Exacompta, Quo Vadis etc.Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30Achetez immédiatement tableaux
canadiens et européens. Grande valeur offerte.Dallaire
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
FranchèreLemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté35^e
anniversaireÉvaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés,
selon la disponibilité.

Claude Lafitte; évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte

depuis 1975 • 514.842.1270

2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Verrerie ébréchée!
Spécialiste dans le polissage de verre,
décanteur, vase, etc.Prix Spécial
\$ 12\$ le verre.Restauration de verre
et de crystal

Depuis 1953

Nous restaurons tout...
sauf les cœurs brisés!514 484-8332 www.themrfixit.com
4652, boul. Décarie, Montréal

ROLEX

Bijouterie
Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

Le Devoir

DÉCOUVRIR un nouveau sens



SPÉCIAL INTÉGRAL



Juko SL illustré

LE NOUVEAU
JUKE MC SV 2011

À PARTIR DE
21 673\$*

À LA LOCATION
258\$* /60 mois**
2918\$ comptant initial

- Moteur turbo à injection directe de 188 ch
- Livrable avec traction intégrale avec vecteur de couple
- Console centrale inspirée d'une moto



Rogue 2.5 SL illustré

LE NOUVEAU
ROGUE S 2011 REDESSINÉ

À PARTIR DE
25 343\$*

FINANCEMENT À L'ACHAT
0% jusqu'à
48 mois*

À LA LOCATION **288\$*** /60 mois**
2018\$ comptant initial



Murano LE illustré

LE NOUVEAU
MURANO S 2011 REDESSINÉ

À L'ACHAT
ANCIEN PRIX
39 973\$

NOUVEAU PRIX
À PARTIR DE
36 193\$*

À LA LOCATION **488\$*** /48 mois**
1198\$ comptant initial

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI. OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE** nissan.ca

OBTENEZ JUSQU'À 1% DE RÉDUCTION DE TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS MODÈLES AVEC LE PROGRAMME DE FIDÉLISATION PRÉFÉRENTIELLE*

INNOVER POUR TOUS, C'EST LE GROS BON SENS



* Prix de vente à partir de 21 673\$ pour le nouveau Juko 1.6 2011 (N6RTS1 AAOO), transmission manuelle / 25 228\$ pour le nouveau Juko 1.6 SL 2011 (N6ST1 AAOO), transmission manuelle / 25 343\$ pour le Rogue S 2011 à transmission CVT (W5RG11 AAOO) / 35 648\$ pour le Rogue 2.5 SL à TI et transmission CVT tel qu'illustré (Y6TG11 AAOO) / 36 193\$ pour le Murano S 2011 à traction intégrale (L6RG11 AAOO) / 46 743\$ pour le Murano LE 2011 à traction intégrale (L6RG11 AAOO). La réduction de prix est basée sur le prix de vente d'un Murano S 2010 (L6RG10 AAOO), transmission CVT. La réduction de prix est basée sur le prix de vente d'un Juko 1.6 SL 2010 (N6ST0 AAOO), transmission manuelle / 25 343\$ pour le Rogue S 2011 à transmission CVT (W5RG11 AAOO) / 35 648\$ pour le Rogue 2.5 SL à TI et transmission CVT tel qu'illustré (Y6TG11 AAOO). Les offres de location sont basées sur un nouveau Juko 1.6 2011 (N6RTS1 AAOO), transmission manuelle / Juko 1.6 SL 2011 (N6ST1 AAOO), transmission manuelle / Rogue S 2011 à transmission CVT (W5RG11 AAOO) / Rogue 2.5 SL à TI et transmission CVT tel qu'illustré (Y6TG11 AAOO) / Murano S 2011 à traction intégrale (L6RG11 AAOO) / Murano LE 2011 à traction intégrale (L6RG11 AAOO). Murano LE de 2833\$738/2833\$4873\$402\$502\$ pour une durée de 24 mois avec 2013\$022013\$021\$102\$02\$ de comptant initial. Créé sur une durée de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km supplémentaire. ** 0% d'offre de financement uniquement chez les concessionnaires participants. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut choisir de commander ou d'échanger un véhicule. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les offres de location/financement sont disponibles uniquement auprès du Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation du crédit, sont conditionnelles, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changements sans préavis et ne peuvent pas être jumelées à aucune autre offre. Les prix incluent le reste du fabricant. * Estimation de la consommation de carburant, le kilométrage réel peut varier selon les conditions de conduite. À utiliser à titre comparatif seulement. ** Chez les concessionnaires participants. 1) La réduction de taux de paiement s'applique aux modèles Sentra, coupé et Infiniti (sauf le modèle hybride). Murano, Rogue et Murano 2011 n'ont pas de réduction de taux. 2) L'offre de location/financement est basée sur le financement du crédit par l'intermédiaire du Nissan Canada Finance et valide entre le 1er février et le 31 mars 2011. La réduction s'applique sur tous les véhicules offerts par Nissan Canada Finance au moment de l'achat et ne peut réduire le taux à moins de 0%. Le véhicule actuellement en location dont le contrat vient à échéance entre le 1er avril et le 30 septembre 2011 doit être rendu par le locataire au moment où celui-ci se présente à l'offre. De plus, il incombe au locataire de remplir toutes les obligations du contrat de location initial qui se terminent normalement jusqu'à l'échéance de celui-ci. Les concessionnaires peuvent louer moins cher. Une commande ou un échange auprès d'un concessionnaire peut être nécessaire. Limite de une (1) offre par personne. L'offre est transférable uniquement aux personnes résidant à la même adresse que le titulaire initial de cette offre. L'offre peut être combinée avec d'autres offres (à l'exception de celles indiquées aux présentes) et n'est pas monogène. L'offre est valide au Canada seulement et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des concessionnaires de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

ACTUALITÉS

Le DGE blanchit Jacques Duchesneau

Le patron de l'unité anticollusion sera de retour au travail lundi

ALEXANDRE ROBILLARD

Québec — Le patron de l'unité anticollusion du ministère des Transports du Québec (MTQ), Jacques Duchesneau, pourra reprendre ses fonctions la semaine prochaine, après un rapport indiquant qu'il n'a commis aucune infraction dans le cadre de sa campagne électorale à la mairie de Montréal, il y a plus de 10 ans.

M. Duchesneau s'était retiré temporairement, l'automne dernier, afin de permettre au Directeur général des élections (DGE) d'éclaircir la situation.

Dans un communiqué émis hier, le DGE, Jacques Drouin, conclut que M. Duchesneau «n'a commis aucune infraction et que sa formation politique n'a pas utilisé de prête-noms dans son financement».

Le DGE avait ouvert une enquête en novembre, à la suite de la diffusion d'un reportage rapportant les propos d'un ancien organisateur électoral, Gilles Prud'homme, qui soutenait avoir agi comme prête-nom pour dissimuler la source réelle d'un prêt de 10 000 \$ destiné au parti municipal de M. Duchesneau.

Si les faits s'étaient avérés, aucune poursuite n'aurait cependant pu être intentée, en raison des délais de prescription, a rappelé hier le DGE dans son communiqué.

Au cours des trois derniers mois, deux enquêteurs du DGE ont rencontré de nombreux témoins, dont des personnes ayant contracté soit un emprunt, soit une caution de la Banque Nationale, et ils ont examiné tous les documents qu'il avait été possible de rassembler.

Les enquêteurs ont dû composer avec les délais de conservation des documents de cette institution financière, qui sont de sept ans. Malgré cela, une porte-parole du DGE, Cynthia Gagnon, a affirmé que cet accès ne les avait pas empêchés de tirer leurs conclusions. «On le juge suffisant pour tirer les conclusions qu'on a tirées aujourd'hui», a-t-elle dit lors d'un entretien téléphonique.

De retour lundi

Le bureau du ministre des Transports, Sam Hamad, a aussitôt déclaré que M. Duchesneau pourra réintégrer ses fonctions dès lundi.

En annonçant en novembre dernier qu'il se retirait, M. Duchesneau, ancien directeur du Service de police de la Ville de Montréal, s'était dit choqué que sa réputation et sa crédibilité soient ainsi attaquées.

M. Duchesneau a soutenu qu'à sa connaissance, le financement lié à sa campagne à la mairie de Montréal, au terme de laquelle il avait mordu la poussière, avait été fait selon les règles de l'art.

La création de l'unité anticollusion avait suivi le dépôt d'un rapport du vérificateur général, Renaud Lachance, mettant en lumière des irrégularités dans l'attribution de contrats au MTQ.

Dans un communiqué, M. Hamad s'en est pris aux partis de l'opposition, réclamant notamment des excuses du député péquiste Nicolas Girard, qui avait réclamé la démission de M. Duchesneau l'automne dernier.

«Voilà une autre démonstration des pratiques des partis d'opposition de lancer gratuitement des allégations sans fondement, de détruire des réputations à grands coups d'insinuations, alors qu'en réalité, tout cela est faux», a dit le ministre.

Soutenant qu'il n'avait fait que son travail, M. Girard a refusé la demande de M. Hamad, la jugeant odieuse. «Les allégations devaient d'ailleurs être suffisamment sérieuses aux yeux du ministre Hamad pour qu'il retire M. Duchesneau de l'unité et qu'il demande expressément au DGE d'enquêter, a-t-il dit dans un communiqué. Il est facile aujourd'hui de réclamer des excuses, une fois l'enquête terminée.»

M. Girard en a profité pour affirmer que les résultats du travail de l'unité anticollusion se font encore attendre.

«Lorsque les allégations ont été révélées, à l'automne dernier, on a laissé entendre que l'unité anticollusion du MTQ était sur le point de porter ses fruits, a-t-il dit. Maintenant que M. Duchesneau est blanchi par le DGE, nous attendons avec impatience le résultat du travail de cette unité.»

Le porte-parole du ministre Hamad a affirmé hier que l'absence de trois mois de M. Duchesneau n'avait pas ralenti les activités de l'unité, créée il y a un an. «Il est de retour au travail lundi, parce qu'il a été blanchi», a dit Maxime Sauvageau. [...] L'unité a poursuivi son travail.»

La Presse canadienne

CORRUPTION

SUITE DE LA PAGE 1

poursuites criminelles et pénales puisqu'il aura à autoriser et à tenter des poursuites.

Actuellement, ce sont 101 personnes, dont les policiers de l'opération Marteau, qui sont affectées à la lutte contre la corruption dans l'industrie de la construction. Les ressources seront augmentées, pour atteindre le nombre de 189 personnes.

Une croissance importante est également prévue sur le plan budgétaire. Une enveloppe de 31,5 millions sera octroyée au démarrage de l'UPAC (dont une somme de 1,6 million ne sera pas récurrente) soit presque le double des sommes investies (15,6 millions) à l'heure actuelle.

Le défi du partage

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, qui est le responsable politique de qui relèvera l'UPAC, a fait l'annonce hier en soulignant qu'il s'agissait d'une première au Canada. La création de l'UPAC est inspirée du Department of Investigation de la Ville de New York.

Le défi s'annonce important. Il s'agira de coordonner les différentes escouades à l'œuvre depuis environ deux ans et d'en faire des partenaires. Or, chacun de ces groupes est habitué à travailler dans son coin. Cela est vrai pour l'opération Marteau (Sûreté du Québec et Service de police de la Ville de Montréal), l'équipe de vérification contractuelle du ministère des Affaires municipales, l'escouade de lutte contre la malversation et la corruption de Revenu Québec, l'unité anticollusion du ministère des Transports, qui sera élargie à l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement, les enquêteurs à la Régie du bâtiment du Québec ainsi que les inspecteurs de la Commission de la construction du Québec, qui traquent le travail au noir et la fausse facturation. S'ajoutera à cela le Bureau des procureurs, bien que ces derniers, en grève, n'entendent pas participer à l'UPAC si le gouvernement les force à rentrer au travail avec une loi spéciale.

«À ces différentes unités s'ajoutent une équipe de renseignement, une équipe de récupération des actifs du criminel et une équipe d'enquête spéciale et de prévention», a indiqué le ministre Dutil.

Tous ces groupes de fonctionnaires continueront d'avoir un lien hiérarchique avec leur unité respective. Ils vont toutefois «cohabiter quotidiennement, sous la coordination d'un commissaire». Les chefs d'unité se concerteront pour décider des cibles d'enquête à privilégier et du partage de la documentation et des informations sensibles. Ce dernier élément sera balisé par une loi.

Le seul absent notable de l'UPAC est le Directeur général des élections (DGE). Bien qu'il y ait eu plusieurs allégations de trafic d'influence et de financement illégal au cours des dernières années, le gouvernement a estimé que sa présence n'était «pas nécessaire».

Une diversion, dit l'opposition

Les partis d'opposition n'ont pas tardé à réagir, accusant le gouvernement de faire diversion avec



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, et la ministre du Travail, Lise Thériault, lors de la conférence de presse annonçant la création de l'UPAC.

son escouade permanente. «Pour poser les bons gestes en matière de lutte contre la corruption, il faut un diagnostic clair: la commission d'enquête publique est toujours nécessaire», a déclaré le député péquiste Stéphane Bergeron. Sa collègue de l'Action démocratique du Québec, la députée Sylvie Roy, a vu dans cette annonce une certaine improvisation. Elle s'est inquiétée du fait que le futur commissaire de l'UPAC relèvera du ministre de la Sécurité publique. «Si c'était sérieux, il serait redevable à l'Assemblée nationale», a-t-elle commenté.

Selon le ministre Dutil, «le commissaire aura son indépendance». Il sera nommé par décret pour une durée de cinq ans. En plus de gérer l'UPAC, il pourra faire des recommandations au ministre. Son rapport annuel sera d'abord présenté au ministre avant d'être déposé en Chambre.

A l'annonce hier que le DGE avait blanchi Jacques Duchesneau des allégations qui pesaient contre lui, et que ce dernier reprenait la tête de l'unité anticollusion du ministère des Transports, dès lundi, d'aucuns supputaient les possibilités que le gouvernement lui confie les rênes de l'UPAC. «Il faut mettre en place l'unité avant de choisir», rappelait-on au cabinet de M. Dutil.

La voie empruntée pour assurer la libre concurrence des marchés publics sera plus efficace, assure le ministre, qu'une commission d'enquête publique. «Chaque matin, 189 personnes auront pour mandat de prévenir et de lutter contre le trafic d'influence, la corruption et la collusion. [...] De plus, sur une base régulière, le commissaire aura l'obligation de divulguer les modus

operandi employés par les personnes et les entreprises malhonnêtes», a expliqué Robert Dutil.

Le gouvernement espère vraisemblablement que si les stratagèmes utilisés par les fraudeurs et autres bandits sont révélés, les demandes pour une commission d'enquête seront définitivement enterrées.

Chose certaine, déjà, les syndicats de policiers de la SQ et du SPVM ont accueilli hier très favorablement l'annonce gouvernementale, tout en tournant la page sur l'idée d'une commission d'enquête. La CSN et la FTQ-Construction, qui ont salué la création de l'UPAC, ont toutefois soutenu qu'une enquête publique demeure nécessaire.

Le directeur général de la Sûreté du Québec, Richard Deschesnes, qui a assisté à la conférence de presse en compagnie, entre autres, du responsable de Marteau, Denis Morin, s'est surtout réjoui de l'aspect permanent de la nouvelle structure. «Ça signifie qu'on va pouvoir, pour les prochaines années, affecter des enquêteurs qui vont s'attaquer à des enquêtes qui demandent du temps», a affirmé M. Deschesnes. Ce dernier a également souligné le travail d'équipe à grande échelle, qui sera un avantage. La police a déjà une certaine expérience de la mixité. Ainsi, les deux corps policiers qui forment Marteau travaillent étroitement avec l'Autorité des marchés financiers, la GRC et le Bureau de la concurrence du Canada. Cette collaboration demeurera.

Le Devoir

TRAVAIL

SUITE DE LA PAGE 1

cadre des compressions imposées par le dernier budget de Québec. Aié!

L'automne dernier, le ministère lançait toutefois un projet-pilote dans trois cégeps de la région de Montréal, dans lesquels un épais document de formation sur le monde du travail à la québécoise a été intégré à l'enseignement dans les classes de francisation du niveau le plus avancé. Il s'agit certes d'une petite mesure, reconnaît le ministère, mais elle ne peut qu'aider les immigrants.

Cette formation, nommée «S'adapter au monde du travail québécois — vivre ensemble au Québec» était déjà offerte gratuitement dans des centres d'aide à l'emploi, sur une base volontaire, depuis mai 2009. Environ 12 200 personnes ont participé à ce cours de 24 heures ces deux dernières années. «Mais en intégrant cette formation à la francisation, on vient rejoindre beaucoup plus d'immigrants», explique Anne-Frédérique Laurence, du MICC. «On sait qu'à leur arrivée au Québec, c'est moins facile pour eux [sur le plan professionnel]. Cette formation les prépare à un nouvel environnement.» On pourra multiplier par deux le nombre de personnes qui suivront la formation chaque année. L'ajout n'enlèvera aucun contenu concernant l'apprentissage du français, précise Mme Laurence.

La formation aborde tous les aspects du travail au Québec, du syndicalisme aux pratiques de gestion, jusque dans les comportements à adopter. Si un collègue de travail est gravement malade à l'hôpital, que doit-on faire? Plusieurs Néo-Québécois pourraient choisir de se présenter en personne à son chevet, alors qu'ici, on favorise plutôt la carte de souhaits envoyée par la poste. «On a une bonne réponse des classes participantes», indique Anne-Frédérique Laurence.

«Tant mieux»

Une formation sur le monde du travail intégrée dans tous les cours de francisation? «Tant mieux», dit le fondateur du Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec, Ba-

bakar-Pierre Touré. Il assure que de nombreux immigrants perdent leur emploi — après l'avoir souvent longtemps cherché — pour de simples questions de différences culturelles mineures. «Quand on parle des relations interpersonnelles, des choses simples peuvent choquer les Québécois!» Il cite l'exemple de cet immigrant qui voulait tout faire par lui-même, sans poser de questions. Ou celui de cet employé qui travaillait même pendant ses jours de congé, s'attirant les critiques de ses collègues. Quelques heures passées à étudier les valeurs québécoises propres au travail auraient pu éviter bien des congédiements ou des démissions, croit M. Touré.

Surtout que les nouveaux arrivants sont généralement très curieux de découvrir les différences culturelles, selon l'homme qui donne des formations «d'arrimage culturel» à une centaine d'immigrants chaque année.

Le professeur de relations industrielles spécialiste des politiques publiques en matière d'emploi à l'Université Laval, Kamel Béji, ne croit pas que le choc des valeurs soit le premier obstacle expliquant la difficulté des immigrants à trouver un

emploi et à le conserver. Le problème de la reconnaissance des diplômes et des compétences est plutôt à l'avant-plan.

M. Béji estime cependant qu'une formation sur le travail au Québec peut favoriser le bon déroulement des entrevues, par exemple, ou des relations au boulot. «Ce serait très bien parce qu'une des choses que les immigrants eux-mêmes et les employeurs identifient comme étant une difficulté, c'est l'intégration dans la culture des ressources humaines québécoises.» Comment le professeur Béji définit-il cette culture du travail au Québec? «C'est une culture de la rationalité. Il n'y a pas beaucoup de place pour les émotions, ici, on est plutôt productivistes. Dans la plupart des pays d'où viennent les immigrants, les pays en voie de développement, l'émotion est au cœur du travail.»

Il précise que le décalage culturel qui mène au congédiement d'un nouvel arrivant peut être la responsabilité autant de l'employeur que de l'immigrant. «Des formations sur la gestion de la diversité existent pour les gestionnaires!»

Le Devoir

Quelques éléments au programme

- Si un représentant d'un employeur vous appelle, il s'attend à ce que vous acceptiez de façon non équivoque si on vous propose une date d'entrevue.
- Le premier jour de travail, l'employeur s'attend à ce que l'employé prenne l'initiative de parler des difficultés qu'il éprouve, plutôt que d'attendre que quelqu'un s'en rende compte.
- Les Québécois communiquent généralement de façon plutôt directe. Ils gardent habituellement une certaine distance physique entre eux et leur interlocuteur, démontrant ainsi leur respect de l'espace personnel de l'autre.
- En entreprise, l'essentiel de l'apprentissage se fait sur le tas.

- Au Québec, le temps est vu comme linéaire: l'idéal est de finir un projet un peu plus tôt que la date d'échéance.
- Le dirigeant est accessible, c'est une personne comme les autres.
- Évitez l'argumentation répétitive ou trop émotive.
- Vous verrez souvent vos collègues être obligés de partir rapidement à la fin de la journée, parce qu'ils doivent passer à l'école chercher leurs enfants ou ceux de leur conjoint.
- Si vous ne comprenez pas bien le sens d'une expression typiquement québécoise, demandez qu'on vous l'explique. Exemple: Être en beau maudit signifie être furieux.
- La compétition est valorisée.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390